

# LE QUÉBEC 2010 UN PORTRAIT SANS COMPLAISANCE

LA PERFORMANCE DU QUÉBEC



UNE ÉTUDE SECOR

8 AVRIL 2010

Concept de :  **SECOR**

En partenariat avec :



Grâce au soutien financier de :



En collaboration avec :



**LA PRESSE**

# TABLE DES MATIÈRES

---

PRÉAMBULE .....	2
LA RICHESSE DU QUÉBEC .....	3
Produit intérieur brut (PIB) .....	3
Variation du PIB .....	3
Structure du PIB .....	5
STRUCTURE INDUSTRIELLE .....	7
FACTEUR DÉMOGRAPHIQUE .....	9
EMPLOI ET PRODUCTIVITÉ .....	10
MONNAIE ET INFLATION .....	13
Taux d'inflation .....	13
Variation du dollar canadien .....	13
Ventes au détail .....	14
FINANCES PUBLIQUES .....	15
Revenus publics .....	15
Dépenses publiques .....	16
Dettes nettes publiques .....	18
REVENU, ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT .....	20
Revenu personnel disponible .....	20
Épargne .....	20
Investissements .....	21
COMMERCE EXTÉRIEUR .....	23
Balance commerciale .....	23
Structure du commerce extérieur .....	25
Partenaires commerciaux .....	26
PRÉSENTATION DES AUTEURS .....	29
Jacinthe Caron .....	29
Caroline Charest .....	29

## PRÉAMBULE

---

Le portrait économique du Québec présente, de façon succincte et visuelle, les indicateurs clés de la santé économique de la province et donne ainsi une image de sa performance.

C'est la première partie du diagnostic initié dans le cadre du Focus stratégique du Québec 2010.

Ce portrait comporte, à dessein, très peu d'éléments d'analyse, l'objectif étant de permettre au lecteur de se forger sa propre opinion sur les enjeux et les questions que suscitent les indicateurs économiques.

Certains des points comme la démographie ou la dette publique sont abordés de manière succincte, car ils seront développés ultérieurement.

Le portrait brossé s'arrête à la fin 2008. Depuis lors, la crise économique est venue changer la donne et a marqué un arrêt à la croissance continue des années 2000, mais la crise a été mondiale et a touché tout le monde. Sans doute au Québec moins qu'ailleurs, mais le portrait se voulant sans complaisance, on attendra les chiffres définitifs de 2009, ici et ailleurs, avant de se réjouir ou de se désoler.

## PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

Le PIB représente la taille d'une économie puisqu'il considère tant la demande intérieure d'un territoire que le solde de son commerce extérieur.

	PIB DU QUÉBEC (2008)
PIB réel	268,6 G\$ CA
PIB réel/habitant	34 657 \$ CA

Note : En dollars enchainés<sup>1</sup> (2002).

Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.

En 2008, voici où se situait l'économie du Québec dans le monde :

### ■ 44<sup>e</sup> place pour son PIB, soit la taille de son économie

- Le PIB du Québec représente en 2008 environ 19 % du PIB du Canada, qui lui-même se classe en 13<sup>e</sup> position mondiale. L'économie du Québec surpasse en taille des pays tels que le Portugal (45<sup>e</sup>), le Danemark (51<sup>e</sup>), l'Irlande (53<sup>e</sup>), la Finlande (55<sup>e</sup>) et la Nouvelle-Zélande (60<sup>e</sup>).

## VARIATION DU PIB

La variation du PIB est l'indicateur économique largement reconnu pour la mesure de la croissance économique d'un pays ou d'un territoire.

VARIATION DU PIB RÉEL DU QUÉBEC		
Taux de croissance annuel composé (2004-2008)	2007-2008	Prévision 2008-2009
1,7 %	1,0 %	-1,2 %

Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.

<sup>1</sup> Dollars enchainés : Méthode adoptée par Statistique Canada et qui tient compte des fluctuations des prix relatifs et de la composition de la production au fil du temps. Dans les statistiques relatives à l'industrie canadienne, le PIB réel est présenté en dollars enchainés.

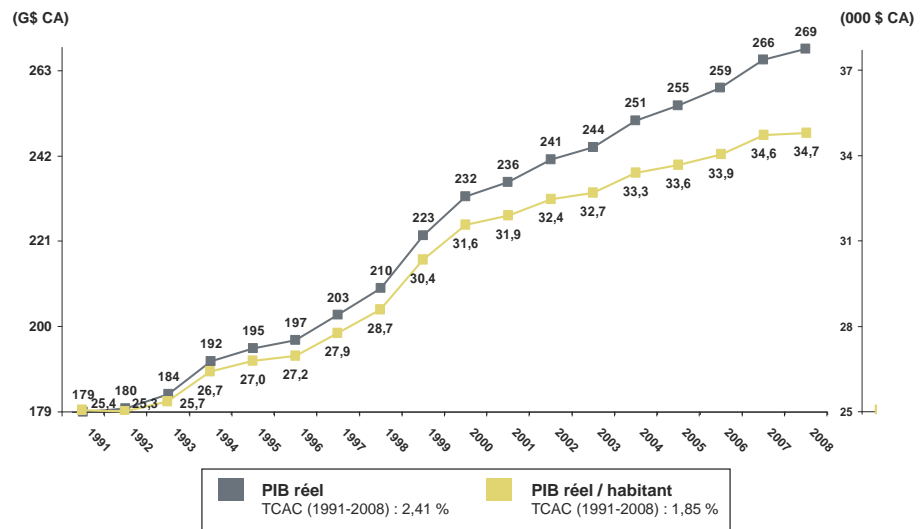
La croissance annuelle moyenne du PIB de 1,7 % pour les cinq dernières années classe le Québec au 82<sup>e</sup> rang mondial en termes de développement économique, et ce, derrière l'ensemble du Canada (2,4 %).

■ **27<sup>e</sup> position pour le PIB par habitant**

- Le PIB par habitant est un indicateur du niveau de vie et donne une valeur indicative du pouvoir d'achat des habitants d'un territoire. Les habitants du Québec arrivent au 27<sup>e</sup> rang mondial en 2008 pour leur niveau de vie, alors que le Canada dans son ensemble se classe au 14<sup>e</sup> rang, selon l'Institut de la statistique du Québec.

Le PIB par habitant est l'indicateur le plus fréquemment utilisé pour mesurer et comparer le niveau de vie d'une société – il s'agit d'une mesure objective qui permet d'évaluer le niveau de richesse d'une population<sup>2</sup>. Tout comme le PIB, le PIB par habitant au Québec est en croissance constante, bien qu'en perte de vitesse si on le compare au PIB par habitant d'autres sociétés industrialisées.

ÉVOLUTION DU PIB RÉEL ET PIB RÉEL/HABITANT AU QUÉBEC (1991-2008)



Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.

Comme le démontre le graphique ci-dessus, pour la période de 1991 à 2008, le taux de croissance annuel composé (TCAC) du PIB est supérieur à celui du PIB par habitant, alors que la croissance démographique est faible. La différence entre les deux taux représente le taux de croissance composé de la population pour la même période (0,56 %). Cela signifie notamment que la population augmente plus rapidement que le PIB de la province, ce qui pourrait

<sup>2</sup> Productivité et prospérité au Québec, Bilan 1981-2008, HEC Montréal.

s'expliquer par une trop faible augmentation de la productivité des travailleurs et des équipements au Québec<sup>3</sup>.

## STRUCTURE DU PIB

La structure du PIB présente les trois grands postes de dépense de notre économie : la demande intérieure finale, la variation des stocks et le solde du commerce extérieur (appelé aussi balance commerciale).

La demande intérieure concerne la consommation des ménages, des administrations publiques (fédérale, provinciale et locale) et la formation brute de capital fixe<sup>4</sup>. Le solde du commerce extérieur est la différence entre la valeur des biens et services que le Québec exporte et ceux qu'il importe. Pour le Québec, ce solde inclut les échanges avec les autres provinces canadiennes.

	STRUCTURE DU PIB DU QUÉBEC	
	Dépense (en milliards de \$ CA, 2008)	Part relative (% PIB réel, 2008)
<b>PIB réel par dépense</b>	<b>268,6*</b>	<b>100 %</b>
<b>Demande intérieure finale</b>	<b>293,3</b>	<b>109,6 %</b>
■ Consommation des ménages	172,8	64,5 %
■ Consommation des administrations publiques	60,2	22,5 %
■ Formation brute de capital fixe	60,3	22,5 %
<b>Variation de stocks</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3 %</b>
<b>Solde du commerce extérieur</b>	<b>(26,3)</b>	<b>-9,8 %</b>
■ Exportations de biens et services	142,7	53,3 %
■ Importations de biens et services	(169,0)	-63,1 %

Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.

\* Variation du total due à l'arrondissement des données disponibles.

Tel que démontré ci-dessus, la consommation des ménages représente la majorité du PIB du Québec (64,5 %). Les dépenses publiques au Québec représentent 22,5 % du PIB, soit juste un peu

<sup>3</sup> Soulignons qu'une étude est actuellement en cours à l'ISQ concernant l'augmentation récente de la productivité des travailleurs au Québec à la suite de la récession de 2008-2009 (réduction des effectifs et augmentation de la productivité de ceux-ci).

<sup>4</sup> La formation brute de capital fixe comprend les dépenses privées et publiques en construction résidentielle et non résidentielle, en machines et en équipement (excluant les réparations).

plus que la moyenne canadienne qui est de 19,6 %. **Le Québec se classe au 38<sup>e</sup> rang mondial en termes de portion relative des dépenses publiques par rapport à son PIB** – 37 pays affichent des dépenses gouvernementales plus élevées, notamment le Danemark (26,5 %), la Suède (26,4 %), la France (23,2 %) et la Belgique (23,1 %).

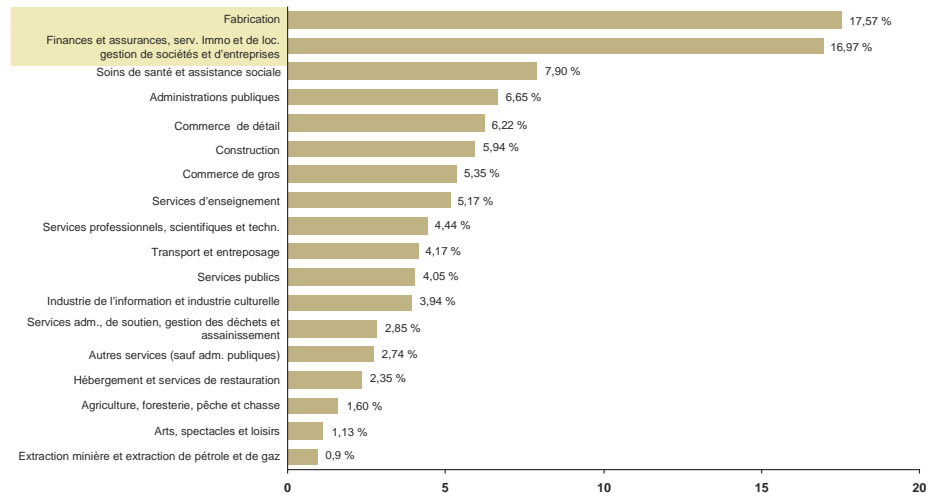
**La balance commerciale du Québec est négative et la province affiche un déficit commercial d'un peu plus de 26 milliards de dollars canadiens.** Le commerce extérieur est une activité économique importante au Québec puisque les exportations de biens et services représentent 53,3 % du PIB, comparativement à 35,1 % pour l'ensemble du Canada. Cette situation est comparable à celle de pays tels la Norvège (47,1 %), l'Allemagne (47,2 %), la Suède (54,1 %) et le Danemark (54,7 %).

Si on ne considère que les échanges internationaux (excluant les échanges interprovinciaux), le Québec est **le 40<sup>e</sup> exportateur et le 38<sup>e</sup> importateur à l'échelle mondiale**. La section « Balance commerciale » présente des données détaillées portant sur la balance commerciale du Québec avec ses principaux partenaires commerciaux.

# STRUCTURE INDUSTRIELLE

Les activités de fabrication représentent près de 18 % du PIB du Québec, suivies de près par les activités de finances et assurances, qui représentent 17 %.

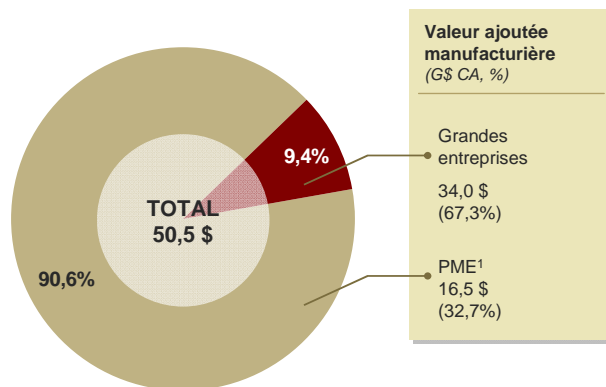
PIB DU QUÉBEC PAR ACTIVITÉ  
(POURCENTAGE, 2007)



Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.

La structure industrielle du Québec est composée à 90 % de PME, mais la valeur ajoutée manufacturière provenant de celles-ci demeure moindre que celle des grandes entreprises.

STRUCTURE DES ENTREPRISES AU QUÉBEC  
(2003, EN POURCENTAGE)



Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.

<sup>1</sup> Toute société qui ne dépasse pas 200 employés.

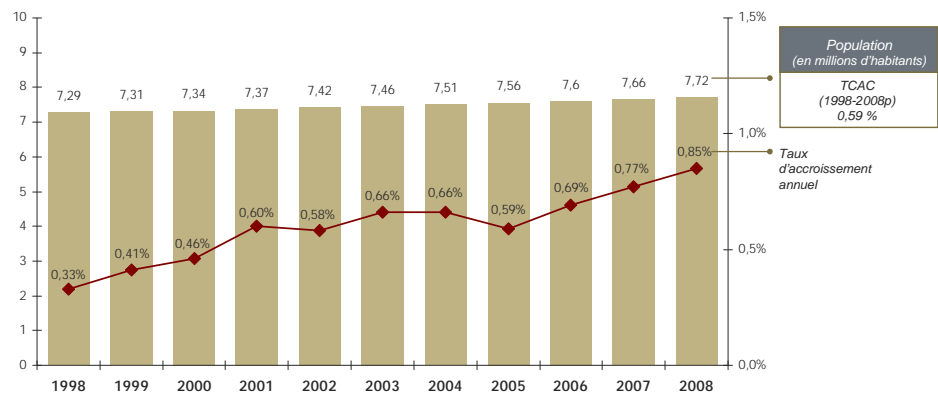
Douze grandes entreprises ayant leur siège social au Québec se retrouvent au prestigieux palmarès « 2009 Forbes Global 2000 », un palmarès qui dresse le répertoire des 2 000 plus grandes entreprises à travers le monde, et ce, en pondérant de façon égale les ventes, les profits, les actifs et la valeur marchande des entreprises publiques. Les 2 000 entreprises répertoriées proviennent de 62 pays; les États-Unis dominent ce palmarès avec 551 d'entre elles. 54 entreprises canadiennes y sont présentes et, parmi celles-ci, 12 québécoises, dont notamment :

- Power Corporation of Canada (305<sup>e</sup>),
- BCE (354<sup>e</sup>),
- Canadian National (455<sup>e</sup>),
- Bombardier (507<sup>e</sup>),
- Banque Nationale du Canada (688<sup>e</sup>).

# FACTEUR DÉMOGRAPHIQUE

La démographie du Québec ayant un impact important sur l'économie, voici ci-dessous quelques faits saillants de nature démographique qui permettent une meilleure compréhension du portrait économique. Les grandes tendances, tels le vieillissement de la population et le taux d'accroissement de la population relativement bas du Québec, sont introduites.

TAUX D'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION AU QUÉBEC  
(1998-2008)

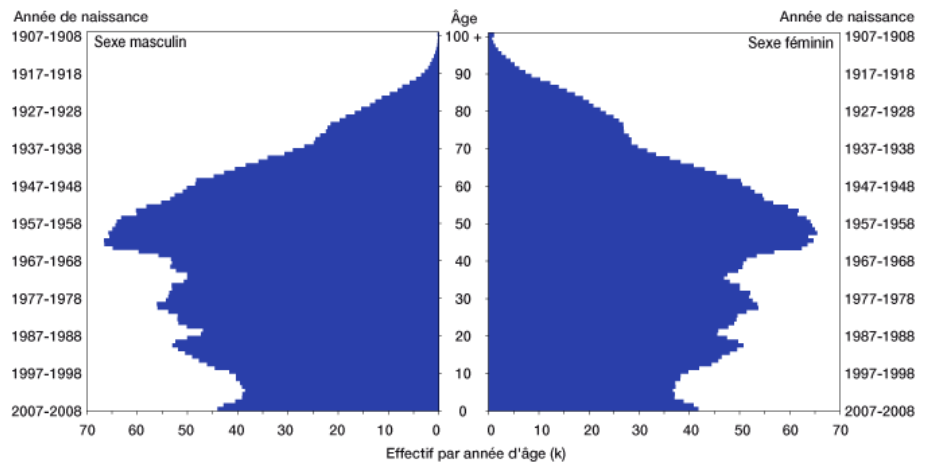


Source : Institut de la statistique du Québec.

\*Taux de croissance annuel composé.

\*\*Basé sur l'année 2008.

PYRAMIDE DES ÂGES, QUÉBEC, 1<sup>ER</sup> JUILLET 2008



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques. Dernière mise à jour, 15 janvier 2009.

Des 6,3 millions de Québécois de 15 ans et plus en 2008, on dénombre une population active de 65,7 % – soit 4,1 millions de personnes. De ce chiffre, le taux de chômage se situe en 2008 à 7,2 % et est stable, malgré une faible décroissance depuis 2003.

Parmi les habitants en emploi :

- 81,4 % sont en emploi à temps plein,
- 18,6 % sont en emploi à temps partiel.

Du total des Québécois en emploi :

- 14 % sont des travailleurs autonomes,
- 86 % sont des employés :
  - 75,8 % sont employés du secteur privé,
  - 24,2 % sont employés du secteur public.

Une étude réalisée en 2008 par l'Institut Fraser<sup>5</sup> et qui compare 60 juridictions canadiennes (10) et américaines (50) conclut que le Québec se classe à l'avant-dernière place au Canada en matière de performance de son marché du travail, soit 47<sup>e</sup> en Amérique du Nord. Le Québec affiche notamment l'un des plus mauvais résultats en matière de productivité du travail et se classe 57<sup>e</sup> pour l'ensemble de l'Amérique du Nord. La productivité moyenne par travailleur, mesurée en termes de moyenne du PIB par travailleur pour la période 2004-2008, est de 77 \$ au Québec – alors qu'elle est de 88 \$ en Ontario et de 148 \$ en Alberta. Selon cette étude, l'Alberta possède le marché du travail le plus performant de l'Amérique du Nord alors que la Colombie-Britannique et l'Ontario se classent respectivement 11<sup>e</sup> et 35<sup>e</sup>.

Le bilan 1981-2008 réalisé par le Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal démontre que le Québec accuse un retard en termes de productivité par rapport aux autres sociétés industrialisées. La croissance de la productivité du travail dans le secteur des services est plus faible au Québec qu'ailleurs – c'est essentiellement ce qui expliquerait l'écart de productivité du Québec en regard de l'Ontario et du Canada, notamment.

---

<sup>5</sup> *Measuring Labour Markets in Canada and the United States*, 2009 Edition, Fraser Institute.

INDICATEURS DE L'ÉCART DE LA PRODUCTIVITÉ ENTRE  
LE QUÉBEC ET L'ONTARIO  
(POURCENTAGE ET \$ CA PAR HABITANT)

		PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL	INTENSITÉ DU TRAVAIL	TAUX D'EMPLOI	PROFIL DÉMOGRAPHIQUE	TOTAL
1981	%	-8,37	7,08	102,17	-0,88	100,00
	\$	402,31	-340,40	-4 908,89	42,39	-4 804,58
1991	%	8,72	14,75	79,10	-2,56	100,00
	\$	-489,11	-827,39	-4 437,64	143,81	-5 610,33
2001	%	27,66	19,11	65,13	-11,91	100,00
	\$	-1 961,16	-1 355,16	-4 618,30	844,15	-7 090,47
2008	%	34,84	27,48	47,38	-9,69	100,00
	\$	-2 290,31	-1 806,32	-3 114,41	637,21	-6 573,84

Source : Centre sur la productivité et la prospérité, HEC Montréal.

Le tableau ci-dessus démontre que l'écart de la productivité du travail (PIB/heure travaillée) entre le Québec et l'Ontario se creuse depuis le début des années 1990, et ce, au désavantage du Québec. Il en va de même pour l'intensité du travail (heures travaillées/emploi) et le taux d'emploi (nombre d'emplois/population âgée de 15 ans et plus).

La même étude positionne la productivité du Québec par rapport aux pays de l'OCDE et du G7 : la productivité du Québec se situe vers le bas de l'échelle pour ces deux groupes.

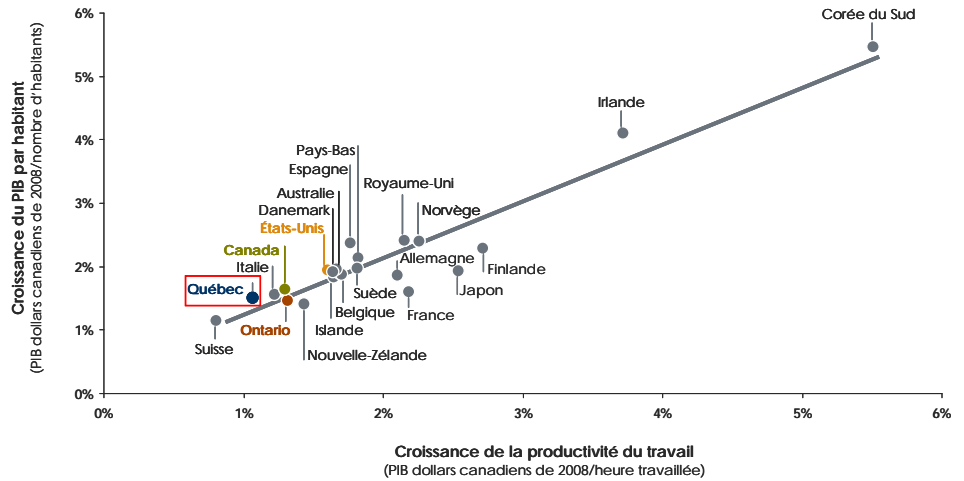
PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL  
(\$ CA PAR HEURE TRAVAILLÉE, 2008)

PAYS	PIB/HR	RANG	PAYS	PIB/HR	RANG
Norvège	92,02	1	Espagne	53,39	15
Irlande	68,86	3	Finlande	53,28	16
Pays-Bas	68,70	4	Danemark	53,07	17
Belgique	66,19	5	Italie	49,99	18
France	65,23	6	Ontario	49,87	19
Etats-Unis	62,37	7	<b>Québec</b>	<b>47,23</b>	<b>20</b>
Allemagne	62,28	8	Japon	47,10	21
Suède	57,11	9	Islande	44,54	22
Royaume-Uni	55,60	11	Nouvelle-Zélande	37,18	24
Suisse	55,13	12	Corée du Sud	31,44	27
Australie	55,01	13	<b>Total OCDE</b>	<b>50,22</b>	
Canada	53,42	14	<b>G7</b>	<b>57,85</b>	

Source : Centre sur la productivité et la prospérité, HEC Montréal.

Le graphique suivant démontre le retard accusé par le Québec en fonction de deux indicateurs d'importance, soit la croissance du PIB/habitant et la croissance de la productivité du travail.

### CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL ET DU PIB/HABITANT (MOYENNE ANNUELLE, 1981-2008)

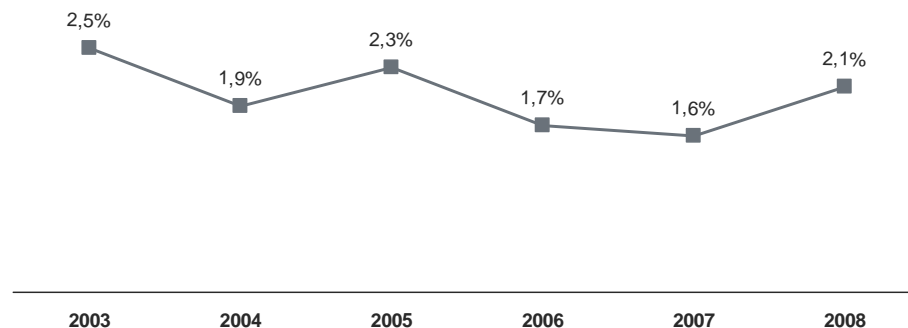


Source : Centre sur la productivité et la prospérité, HEC Montréal.

## TAUX D'INFLATION

Le taux d'inflation est relativement stable au Québec et demeure à l'intérieur de la fourchette cible de la Banque du Canada (1 % à 3 %).

TAUX D'INFLATION AU QUÉBEC  
(2003-2008)



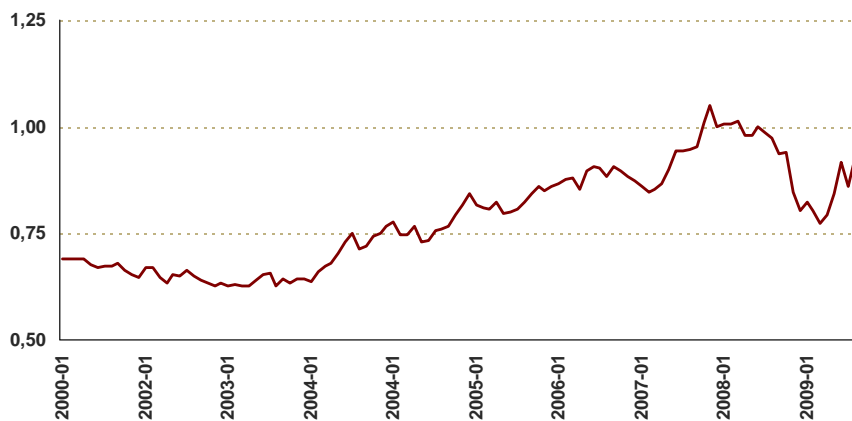
Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : Indice des prix à la consommation : 2002 = 1 000.

## VARIATION DU DOLLAR CANADIEN

La variation du dollar canadien par rapport au dollar américain a un impact important sur l'économie du Québec vu l'importance de la relation commerciale de la province avec les États-Unis; 72 % des exportations internationales du Québec sont en effet destinées aux États-Unis alors que 31 % des importations en proviennent. De façon générale, lorsque le \$ CA augmente en valeur par rapport au \$ US, les exportations québécoises sont à risque de diminuer.

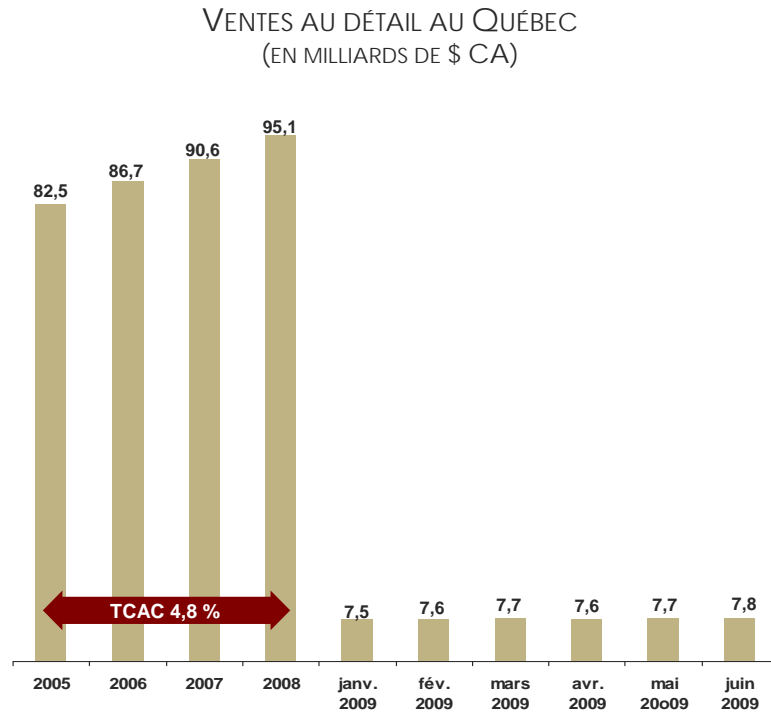
HISTORIQUE DU TAUX DE CHANGE DU \$ CA  
(1 \$ CA EN \$ US, TAUX DE CLÔTURE QUOTIDIEN DU PREMIER  
JOUR OUVRABLE DU MOIS)



Source : Banque du Canada.

## VENTES AU DÉTAIL

Les ventes au détail sont un indicateur utilisé pour mesurer la confiance des consommateurs en l'économie et concernent la vente de biens en magasins et succursales ainsi que les réparations réalisées en magasins et succursales.



Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.

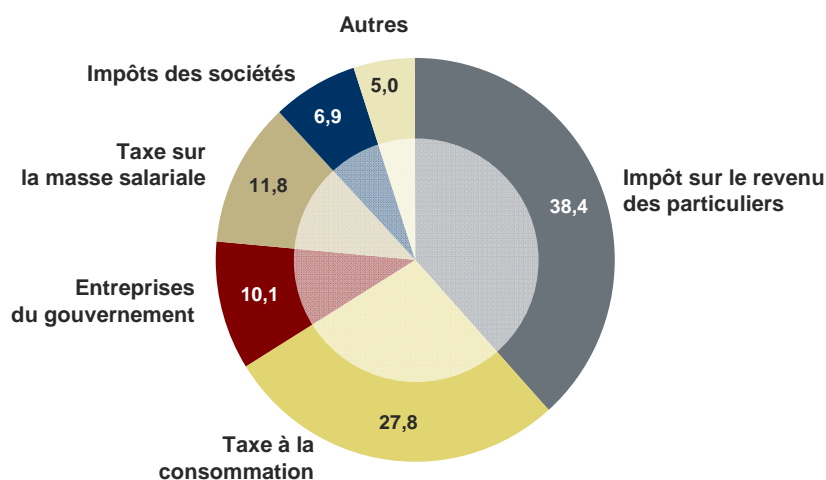
L'augmentation constante des ventes au détail, et ce, malgré une année 2008 économiquement difficile, témoigne de la vigueur de la demande intérieure.

En 2009, les ventes au détail ont été de 94,5 milliards de dollars, soit un repli de -0,63% par rapport à 2008.

## REVENUS PUBLICS

La principale source de revenus du gouvernement du Québec provient des particuliers. En effet, l'impôt sur le revenu des particuliers et la taxe à la consommation représentent conjointement 66 % des revenus autonomes du gouvernement alors que les impôts des sociétés et la taxe sur la masse salariale<sup>6</sup> représentent à eux deux près de 18 % des revenus. La structure de l'assiette fiscale pourrait devenir problématique dans le contexte démographique actuel.

REVENUS AUTONOMES PAR SOURCE  
(EN %, PRÉVISIONS 2009-2010)



Source : Gouvernement du Québec, « Profil économique et financier du Québec 2009 ».

<sup>6</sup> La taxe sur la masse salariale est payée par les employeurs et concerne notamment la cotisation des employeurs au Fonds des services de santé.

## DÉPENSES PUBLIQUES

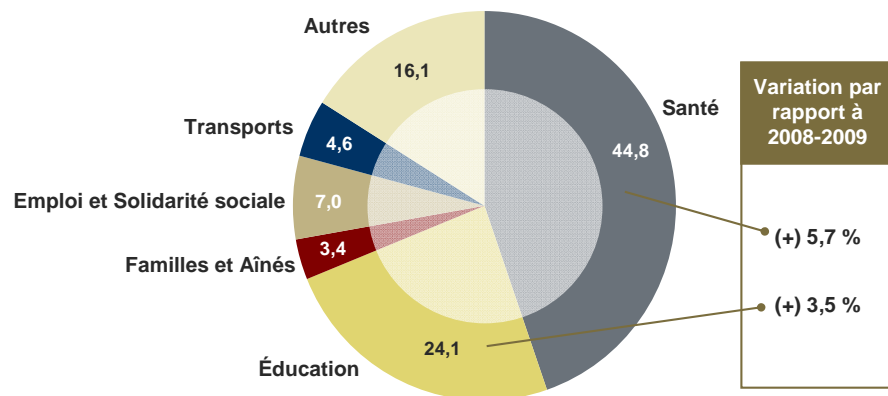
Les dépenses publiques au Québec concernent principalement les dépenses de programmes du gouvernement du Québec.

	RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC	
	2008-2009 (en milliards de \$ CA)	Prévisions 2009-2010 (en milliards de \$ CA)
<b>Revenus totaux</b>	<b>62,4</b>	<b>62,2</b>
■ Revenus autonomes	48,5	47,3
■ Transferts fédéraux	13,9	14,8
<b>Dépenses totales</b>	<b>63,9</b>	<b>66,0</b>
■ Variation du fonds de stabilisation	(0,5)	0,7
■ Ajustement	2,0	(0,6)
<b>Excédent/déficit</b>	<b>0,0</b>	<b>(3,9)</b>

Source : Institut de la statistique du Québec.

Les deux principaux postes des dépenses de programmes pour le gouvernement du Québec sont la santé et l'éducation, qui représentent conjointement 68,9 % des dépenses totales de programmes prévues pour 2009-2010 – les dépenses en santé représentant un peu plus du double des dépenses en éducation.

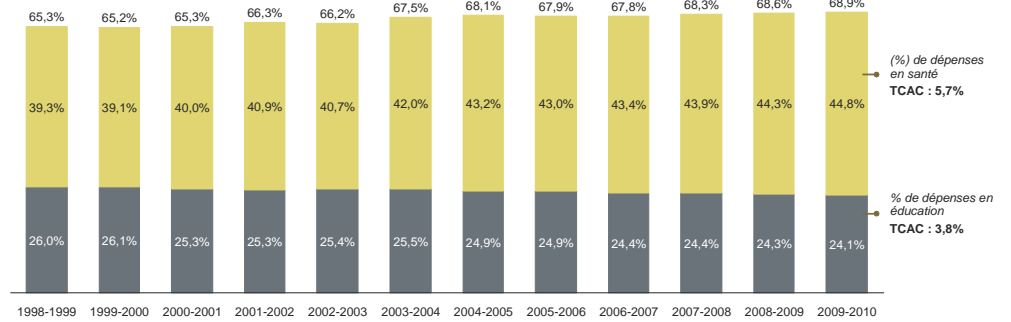
### DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR MINISTÈRE – GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (EN %, PRÉVISIONS 2009-2010)



Source : Gouvernement du Québec, « Profil économique et financier du Québec 2009 ».

Au cours des dix dernières années, les dépenses publiques en santé et en éducation ont connu une hausse constante; les dépenses en santé croissant plus rapidement que les dépenses en éducation.

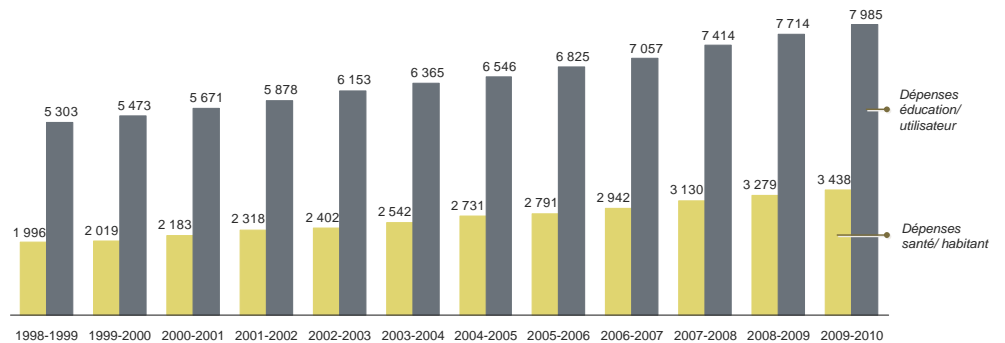
### HISTORIQUE DES DÉPENSES PUBLIQUES EN SANTÉ ET EN ÉDUCATION (EN POURCENTAGE DES DÉPENSES TOTALES DE PROGRAMMES)



Source : Conseil du Trésor, Budget de dépenses 2009-2010, p. 111.

Note : Les dépenses en éducation incluent les dépenses en loisir et en sport (qui sont marginales).

### HISTORIQUE DES DÉPENSES EN SANTÉ ET EN ÉDUCATION PAR HABITANT (UTILISATEUR) (EN \$ CA)



Sources : Conseil du Trésor, Budget de dépenses 2009-2010, p. 111; Institut de la statistique du Québec (population du Québec); MELS (utilisateurs du système d'éducation au Québec).

Notes : Les dépenses en éducation incluent les dépenses en loisir et en sport (qui sont marginales); Le nombre d'utilisateurs du système d'éducation comprend les utilisateurs à temps plein et à temps partiel pour tous les niveaux d'enseignement au Québec.

Le tableau ci-dessous présente les postes de dépenses de programmes qui composent le 16,1 % des « autres dépenses » :

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, DÉPENSES DE PROGRAMMES – AUTRES DÉPENSES (EN %, PRÉVISIONS 2009-2010)	
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	3,0%
Sécurité publique	1,8%
Revenu	1,7%
Développement économique, Innovation et Exportation	1,5%
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1,2%
Justice	1,1%
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1,1%
Culture, Communications et Conditions féminine	1,1%
Ressources naturelles et Faune	1,0%
Conseil exécutif	0,6%
Immigration et Communautés culturelles	0,5%
Développement durable, Environnement et Parcs	0,4%
Finances	0,3%
Services gouvernementaux	0,3%
Tourisme	0,2%
Relations internationales	0,2%
Travail	0,1%
<b>TOTAL (autres)</b>	<b>16,1%</b>

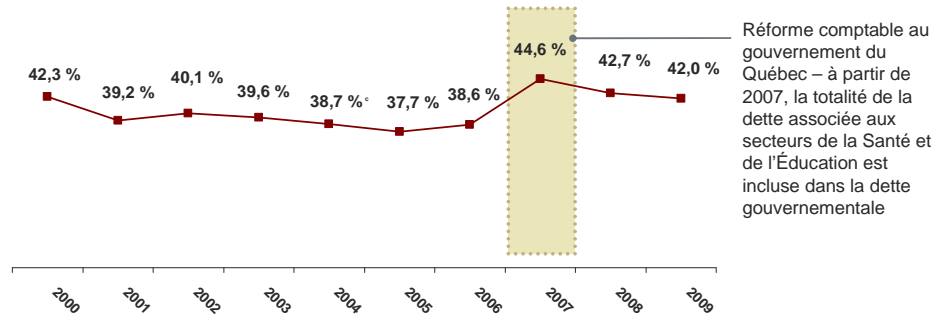
Source : Ministère des Finances, budget de dépenses 2009-2010.

## DETTE NETTE<sup>7</sup> PUBLIQUE

Pour l'année 2008, la dette publique du Québec se chiffre à 126,6 G\$ CA et représente 42,7 % du PIB et ce, excluant la dette fédérale, la dette des administrations municipales et la dette des sociétés d'État.

<sup>7</sup> La dette nette du gouvernement telle que définie par les règles de la comptabilité gouvernementale. Cette définition est celle qui prévaut dans les chiffres de l'Institut de la statistique du Québec.

### RATIO DE LA DETTE NETTE PUBLIQUE DU QUÉBEC/PIB\* (EN POURCENTAGE – RAPPORT DETTE NETTE/PIB, 2000-2009)



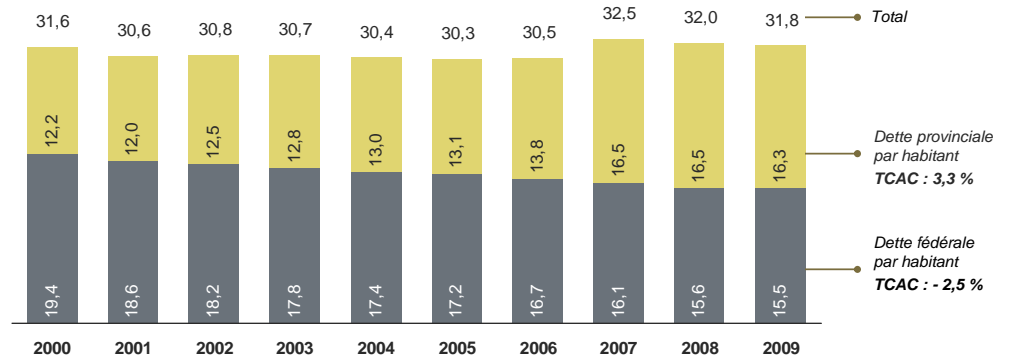
Source : Institut de la statistique du Québec.

\* Excluant la dette fédérale, la dette des administrations municipales et la dette des sociétés d'État

Note : Pour les ratios, le PIB de l'année précédente est utilisé.

La dette fédérale se chiffre à 512,5 G\$ CA pour 2008 et la portion attribuable à la province de Québec n'est historiquement pas déterminée par les autorités fédérales ou provinciales – on peut cependant l'estimer en termes de dette fédérale par habitant. Si l'on cumule la dette provinciale et fédérale, un individu québécois est endetté d'environ 31 700 \$ CA en 2009 – la dette provinciale par habitant croissant de 2000 à 2009 alors que la dette fédérale décroît pour la même période.

### DETTE NETTE DES GOUVERNEMENTS\* PAR HABITANT AU QUÉBEC (EN 000 \$ CA)



Source : Institut de la statistique du Québec.

\* Excluant la dette des administrations municipales et celle des sociétés d'État.

Un chapitre spécial est consacré à la dette publique.

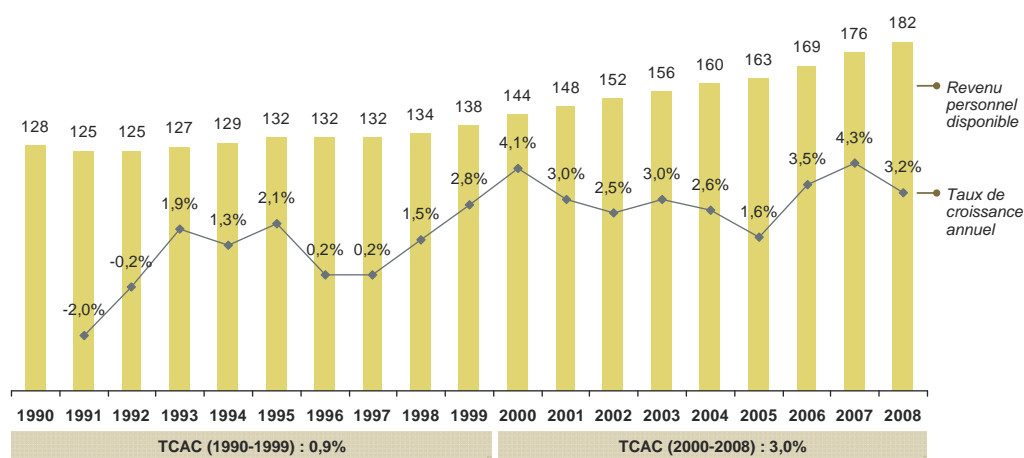
# REVENU, ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT

## REVENU PERSONNEL DISPONIBLE

Le revenu personnel disponible est un déterminant clé des montants que peuvent dépenser les ménages en biens et services<sup>8</sup>.

Le revenu personnel disponible au Québec connaît une croissance constante depuis le début des années 1990; cette croissance s'est accélérée à partir de l'an 2000.

REVENU PERSONNEL DISPONIBLE AU QUÉBEC  
(EN MILLIARDS DE \$ CA)



Source : Institut de la statistique du Québec.  
Note : dollars enchainés.

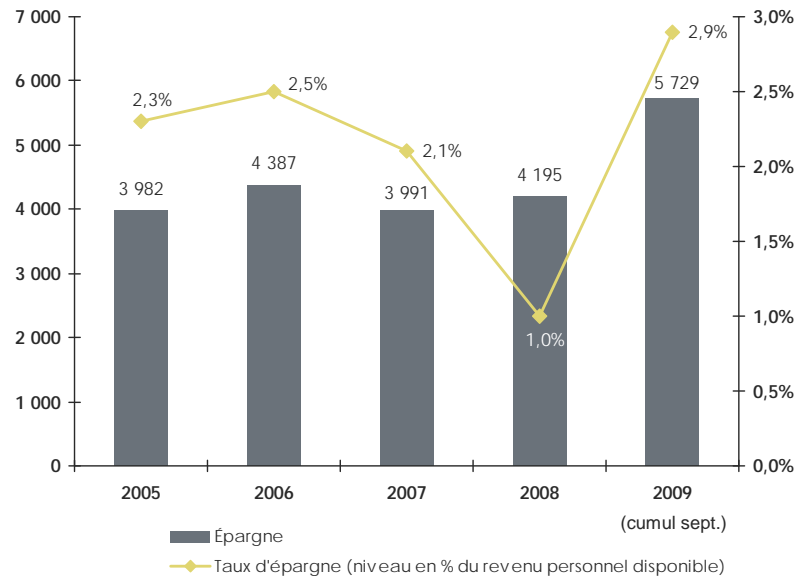
## ÉPARGNE

L'épargne personnelle concerne le secteur des particuliers et des entreprises individuelles; il s'agit de la différence entre le revenu personnel disponible et les dépenses de consommation et les transferts courants des particuliers aux sociétés et aux non-résidents. En résumé, l'épargne comprend donc les dépôts dans les institutions financières, les obligations d'épargne ou de sociétés, les contributions aux REER et aux régimes de retraite privés et publics, les achats d'actions et de fonds communs de placement ainsi que la partie épargne des primes d'assurance-vie.

<sup>8</sup> Le revenu personnel disponible est la portion du revenu de chaque Canadien et entreprise non constituée en société qui reste après déduction de l'impôt sur le revenu et des cotisations de sécurité sociale. Le revenu disponible comporte tous les salaires et traitements versés aux particuliers, le revenu provenant d'un travail autonome et d'autres revenus d'entreprises non constituées en société, les intérêts et dividendes payés aux particuliers ainsi que les prestations d'assurance-emploi et d'autres prestations découlant des paiements de transfert que les gouvernements versent aux particuliers, moins l'impôt sur le revenu (et non les tarifs douaniers ou les taxes sur les produits et services) et les cotisations de sécurité sociale versées aux gouvernements.

Au Québec, les citoyens épargnent en moyenne un peu plus de 2 % de leur revenu personnel disponible.

### ÉPARGNE AU QUÉBEC (EN MILLIONS DE \$ CA)

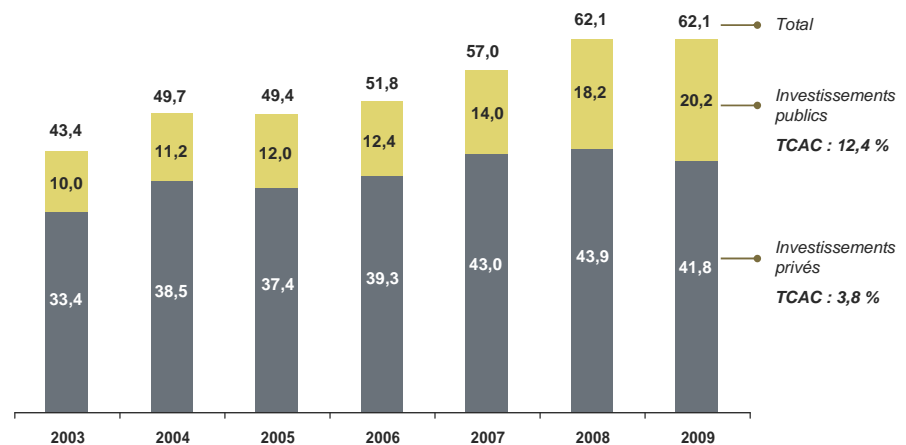


Source : Institut de la statistique du Québec.  
Note : Données annualisées, \$ courant.

### INVESTISSEMENTS

Les investissements totaux au Québec prévus pour l'année 2009 se chiffrent à 62,1 G\$ CA; les investissements privés représentent environ le double des investissements publics.

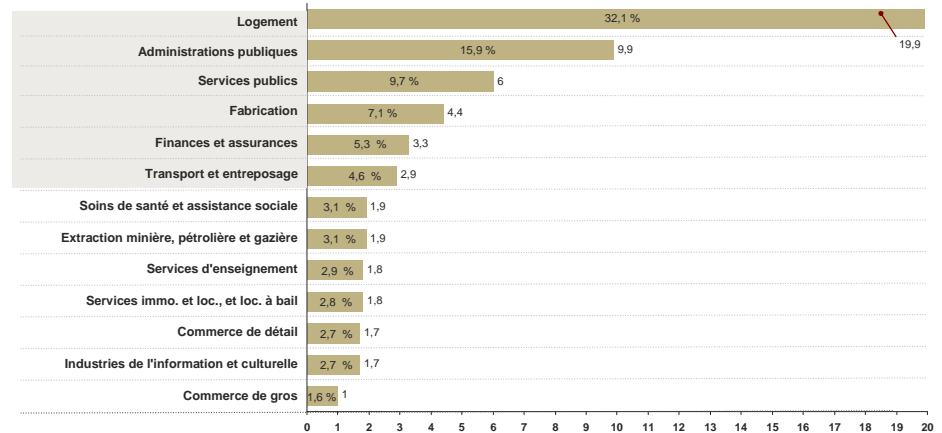
### INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS AU QUÉBEC (EN G\$ CA, 2003-2008 ET PERSPECTIVES 2009)



Source : Institut de la statistique du Québec.

Si l'on considère les principaux secteurs d'investissement, l'industrie de la construction, les administrations publiques et les services publics représentent un cumul de 57,7 % des investissements totaux, tirant ceux-ci à la hausse pour l'ensemble de la province.

### INVESTISSEMENTS (PRIVÉS ET PUBLICS) PAR SECTEUR (EN MILLIARDS DE \$ CA ET %, PERSPECTIVE 2009)



Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.

## BALANCE COMMERCIALE

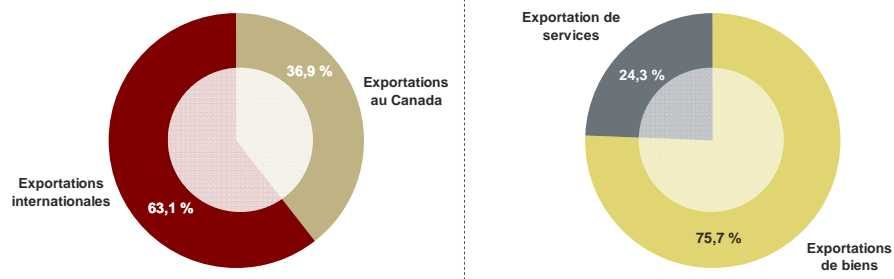
Tel qu'introduit dans la présentation de la structure du PIB du Québec, la province accuse un déficit commercial de 26,3 G\$ CA pour l'année 2008 – incluant le déficit des échanges interprovinciaux de plus de 3 G\$ CA.

	BALANCE COMMERCIALE DU QUÉBEC (2008)	
	(en milliards de \$ CA)	(% du PIB réel)
<b>Balance commerciale</b>	<b>(26,3)</b>	<b>(9,8 %)</b>
■ Exportations de biens et services	142,7	53,3 %
■ Importations de biens et services	(169,0)	(63,1 %)

Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.

Alors que les services (par rapport aux biens) représentent près de 70 % du PIB du Québec en part relative, ceux-ci ne comblent qu'un faible pourcentage (24,3 %) des exportations. Les échanges interprovinciaux représentent près de 37 % des exportations totales du Québec.

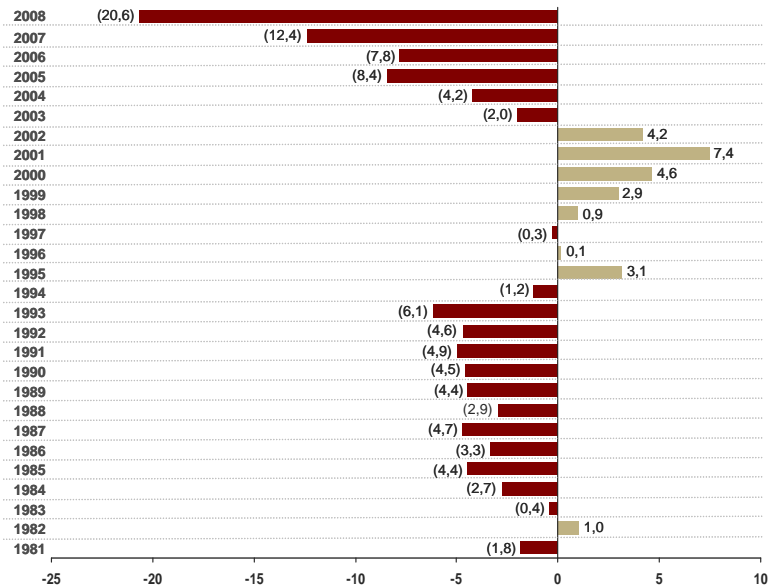
## STRUCTURE DES EXPORTATIONS DU QUÉBEC (EN %, 2008)



Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.

La balance commerciale totale du Québec, qui inclut les échanges commerciaux internationaux et interprovinciaux, est déficitaire depuis 2003, le déficit commercial s'étant creusé considérablement au cours des quatre dernières années.

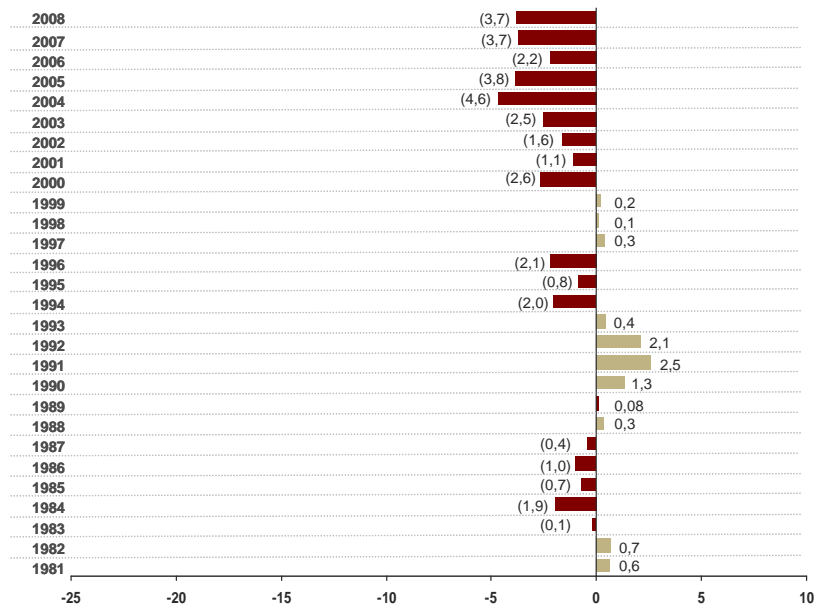
### HISTORIQUE DE LA BALANCE COMMERCIALE DU QUÉBEC\* (EN MILLIARDS DE \$ CA)



Source : Institut de la statistique du Québec (BDSO).  
\*Balance des échanges internationaux et interprovinciaux.  
Note : Comptes économiques.

La portion interprovinciale des échanges commerciaux suit relativement les mêmes cycles que les échanges totaux, tel que démontré ci-après.

### HISTORIQUE DE LA BALANCE COMMERCIALE INTERPROVINCIALE DU QUÉBEC (EN MILLIARDS DE \$ CA)

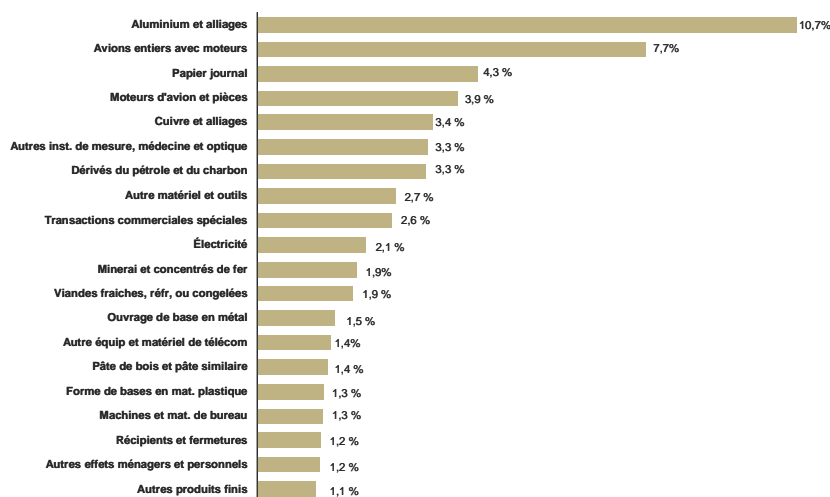


Source : Institut de la statistique du Québec (BDSO).  
Note : Comptes économiques.

## STRUCTURE DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Parmi les 20 premiers produits exportés du Québec vers l'international, les matières premières sont fortement représentées, avec l'aluminium et alliages, le cuivre et alliages et les dérivés de pétrole, et le charbon.

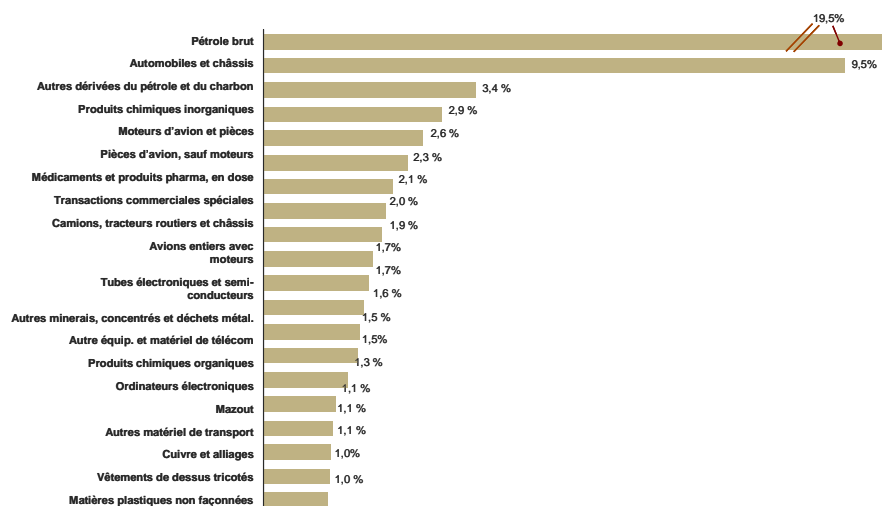
### EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC – 20 PRINCIPAUX PRODUITS (%; 2008)



Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.  
Note : Information douanière (à l'exclusion des services).

Le pétrole brut est le premier poste des importations au Québec et représente près de 20 % des importations totales.

### IMPORTATIONS INTERNATIONALES AU QUÉBEC – 20 PRINCIPAUX PRODUITS (%; 2008)



Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.  
Note : Information douanière (à l'exclusion des services).

Au cours des dernières années, on observe une augmentation significative du déficit de la balance commerciale du Québec en énergie, qui a augmenté de 19,5 % par année depuis 1999 pour atteindre un niveau sans précédent de l'ordre de 18,1 G\$ CA en 2008. La situation du Québec diffère grandement de celle du Canada dans son ensemble, ce dernier possédant une balance commerciale positive en énergie d'un peu plus de 75 G\$ CA en 2008 et un taux de croissance annuel de cet excédent de 17,1 %. Au Québec, seul le poste lié à l'électricité est excédentaire alors que les postes liés au pétrole creusent le déficit commercial.

BALANCE COMMERCIALE DU QUÉBEC EN ÉNERGIE (2008, EN MILLIONS DE \$ CA)				
	Production, transport et distribution d'électricité	Extraction de pétrole et de gaz	Fabrication de produits du pétrole et du charbon	Total
Exportations	1 539	0	2 438	3 977
Importations	85	17 234	4 804	22 123
Balance commerciale	1 454	(17 234)	(2 366)	(18 146)

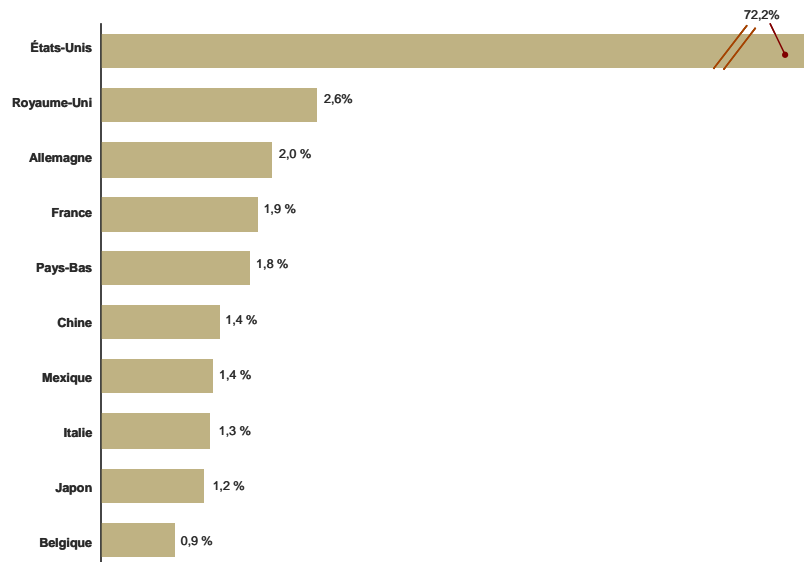
Sources : Institut de la statistique du Québec; Analyse SECOR.

Le pétrole représente le premier poste d'importations au Québec et la balance commerciale est donc très sensible aux fluctuations de prix du baril de pétrole – si le prix augmente, la valeur des importations augmente et le déficit commercial se creuse.

## PARTENAIRES COMMERCIAUX

Le Canada et les États-Unis sont de loin les principaux partenaires commerciaux du Québec. En 2008, 36,9 % des exportations totales du Québec étaient dirigées vers les autres provinces canadiennes et 72,2 % des exportations internationales vers les États-Unis.

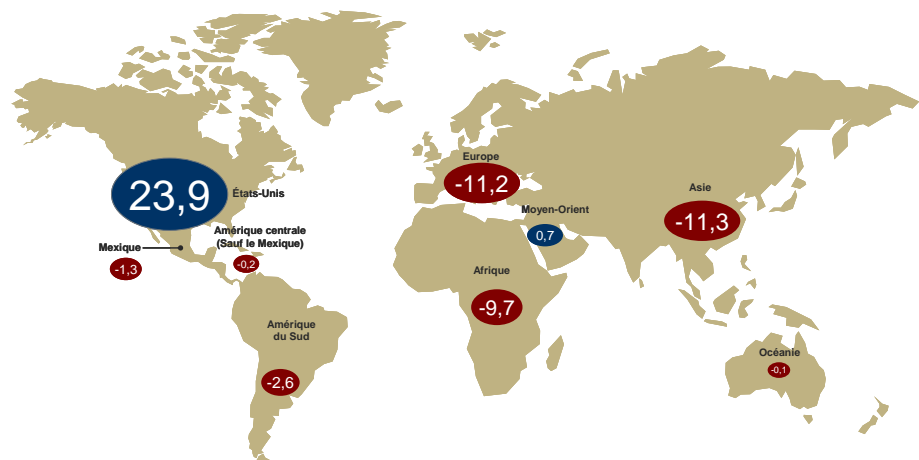
### EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC – 10 PRINCIPAUX PAYS (EN POURCENTAGE; 2008)



Sources : Institut de la statistique du Québec; analyse SECOR.  
Note : Information douanière (à l'exclusion des services).

La balance commerciale du Québec avec ses partenaires économiques est généralement négative, excepté avec les États-Unis où elle est fortement positive, soit de 23 G\$ CA en 2008 (information douanière).

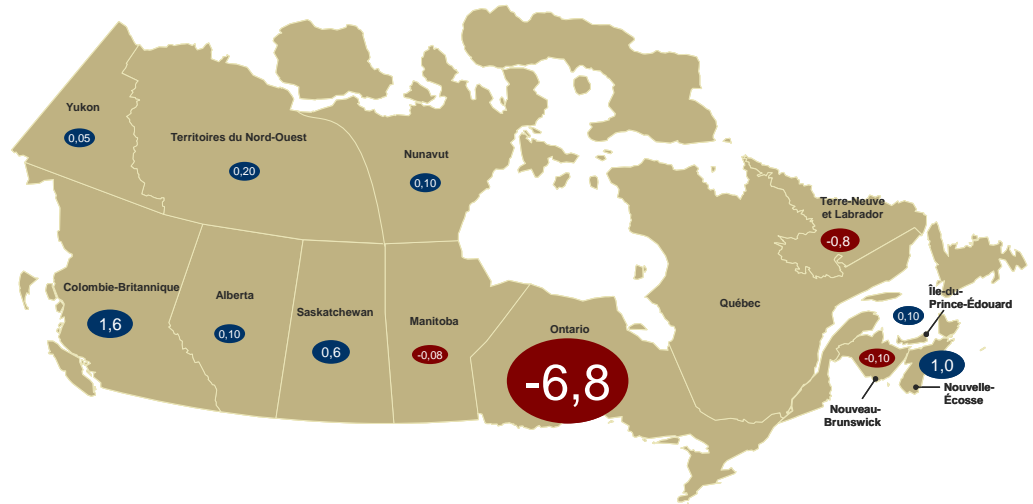
### BALANCE COMMERCIALE DU QUÉBEC PAR RÉGION DU MONDE (EN MILLIARDS DE \$ CA; 2008)



Source : Institut de la statistique du Québec (base de données CIEL).  
Note : Information douanière (à l'exclusion des services).

Au Canada, l'Ontario est le principal partenaire commercial du Québec – la balance commerciale avec cette province est fortement négative.

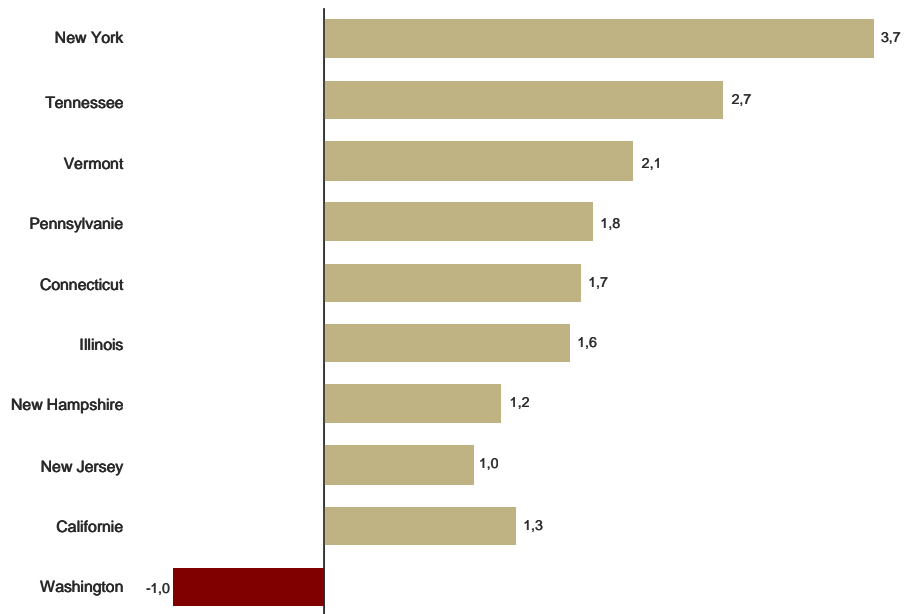
### BALANCE COMMERCIALE INTERPROVINCIALE DU QUÉBEC (EN MILLIARDS DE \$ CA; 2005)



Source : Institut de la statistique du Québec.

Note : L'information la plus récente pour le détail du commerce interprovinciale est 2005.

### BALANCE COMMERCIALE DU QUÉBEC AVEC SES PRINCIPAUX PARTENAIRES (ÉTATS) AMÉRICAINS (MILLIARDS DE \$ CA, 2008)



Source : Institut de la statistique du Québec (base de données CIEL).

Note : Information douanière (à l'exclusion des services).

Les données sur la balance commerciale du Québec démontrent que la dépendance commerciale du Québec envers les États-Unis et le reste du Canada est importante – les échanges commerciaux avec les États-Unis étant largement positifs alors que ceux avec le reste du Canada, et particulièrement avec l'Ontario, sont négatifs.

## PRÉSENTATION DES AUTEURS

---



### JACINTHE CARON

Jacinthe Caron possède une Maîtrise ès sciences de la gestion en gestion internationale de HEC Montréal et a suivi des cours de gestion à New York, Milan et Beijing. Madame Caron a réalisé de nombreux mandats de planification stratégique et gestion des risques auprès de ministères et d'organisations publiques et privées.

Avant de se joindre à SECOR, Jacinthe Caron a travaillé au sein de l'équipe de services-conseils en performance organisationnelle de Raymond Chabot Grant Thornton, ainsi qu'au Centre d'études en transformation des organisations (CETO) de HEC Montréal en gestion du changement et gouvernance.



### CAROLINE CHAREST

Forte d'une solide formation à la London School of Economics and Political Sciences, Caroline Charest se spécialise dans les mandats d'analyse économique et sectorielle, ainsi que dans l'accompagnement stratégique de corporations issues de plusieurs industries, ainsi que du secteur public. Avant de se joindre à SECOR, madame Charest a travaillé au sein de cabinets ministériels auprès du gouvernement du Québec. Ses fonctions l'ont amenée à participer étroitement à l'élaboration de politiques gouvernementales et du budget du Québec.